

**Arrêté temporaire n° 2025-1291
Portant réglementation de la circulation**

BRUAY LA BUISSIÈRE

RUE ARTHUR LAMENDIN

Monsieur le Maire,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6,

VU le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-21-1,

VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription et le livre 1, 8ème partie, signalisation de temporaire,

VU l'arrêté numéro 2020/405 en date du 7 juillet 2020 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Pierre Pruvost,

VU la demande émise par la Communauté d'Agglomération Béthune Bruay Artois Lys Romane demeurant hôtel communautaire 100 avenue de Londres 62411 BETHUNE représentée par Monsieur Julien LORIO aux fins d'obtenir un arrêté de réglementation de la circulation,

CONSIDÉRANT que pour le nettoyage des réservations pour les essais de Batardeaux il est nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, le 09/12/2025 RUE ARTHUR LAMENDIN,

ARRÊTE

Article 1

Le 09/12/2025, la circulation des véhicules est interdite DE 8H00 à 12H00 RUE ARTHUR LAMENDIN de la RUE ERNEST WERY à la RUE JULES NOYELLES. Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux véhicules de l'entreprise exécutant les travaux.

Article 2

La déviation se fera par les rues adjacentes.

Article 3

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, la Communauté d'Agglomération Béthune Bruay Artois Lys Romane.

Article 4

Monsieur le Maire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

DIFFUSION:

- la Communauté d'Agglomération Béthune Bruay Artois Lys Romane

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.